

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL

4 RD132
La Ravicole
26140 Andancette

Références : UID4243-MEA-025-0286
Code AIOT : 0006101279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement DELMONICO DOREL implanté LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL
- LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette
- Code AIOT : 0006101279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite à l'annulation de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2020, et après une nouvelle procédure de régularisation, le site a obtenu l'autorisation de poursuivre l'exploitation et de s'étendre par arrêté préfectoral du 21 février 2024, pour une durée de 25 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Nuisances - Vibrations	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.3.2	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.3	Sans objet
2	Transport sur route	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.9	Sans objet
3	Action Régionale - Stabilité	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.6	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 4.2.3-5	Sans objet
6	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien tenue et l'exploitant déploie les efforts nécessaires pour se conformer aux différents suivis associés à son nouvel arrêté d'autorisation.

Une non-conformité a été relevée en lien avec la réalisation de tirs de mines, sur un plan de tir prévisionnel dépassant légèrement les charges unitaires et totales autorisées d'explosifs, et manquant de clarté ; cependant il n'a pas été constaté de non conformité à la réglementation pour le tir réel et les mesures de vibrations et de surpression sonore associées restent largement inférieures aux seuils réglementaires.

L'exploitant doit **sous un délai d'un mois** fournir un justificatif prouvant qu'une partie du volume d'explosifs prévus à l'occasion de ce tir (du 30/04/2025) n'a pas été consommé effectivement, et expliciter l'écart entre la charge totale et la somme des charges unitaires observé sur le plan de tir prévisionnel transmis à l'inspection.

Quelques corrections sont encore attendues sur le plan d'exploitation annuel, malgré les améliorations apportées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau,• les cotes d'altitude des points significatifs, <i>hors d'eau et sous eau</i>,• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et est conservé sur l'emprise de la carrière. Un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis le plan d'exploitation réalisé en décembre 2024 lors de l'inspection. ce plan présente des améliorations par rapport à celui de décembre 2023, permettant de visualiser l'ensemble de l'autorisation et les abords dans un rayon de 50 mètres. La position des ouvrages, les bords de fouille, les limites du périmètre d'exploitation et les zones remises en état apparaissent clairement sur ce plan. Les courbes de niveaux sont présentes mais pas les valeurs associées, et les emplacements des points significatifs ne sont pas indiqués précisément. La zone en cours d'exploitation sur l'année 2025, les zones décapées et celles liées aux stocks (matériaux et terres de découvertes) doivent apparaître plus clairement. Le format A3 n'est manifestement pas suffisant pour faire apparaître tous ces éléments en conservant la lisibilité du plan. L'exploitant a transmis un plan au format pdf suite à l'inspection, plus lisible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochains plans d'exploitation doivent être transmis au mois de janvier de chaque année à l'inspection, en version papier à un format permettant une meilleure lisibilité (A1 ou plus). Des améliorations sont attendues au niveau de la mise en valeur des zones citées dans l'arrêté d'autorisation (en exploitation, stocks, décapées...) et de la clarté des courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transport sur route

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.9

Thème(s) : Autre, Transport sur route

Prescription contrôlée :

Un comptage journalier du nombre de camions sortant de la carrière est réalisé et est tenu à disposition de l'inspection.

	Traversée de Saint Julien Molin Molette	Traversée de Colombiers*
Nombre max de passages/jour	100	30
Nombre max de passages/jour	70	
Nombre moyen de passages/jour	70	21 à 28
Nombre moyen de passages/jour	42 à 49	

* 8 passages de camions /jour sur la RD34 maximum

Constats :

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté son comptage journalier du nombre de camions sortant de la carrière. Le registre a également pu être vérifié à des dates aléatoires, le 07/07/2025, le 06/08/2025, et le 22/08/2025, il n'y a pas de dépassement sur ces 3 dates que cela soit en termes de passages totaux, de passages sur la RD34, de traversées du village de Colombiers et de traversées de Saint-Julien-Molin-Molette.

De plus l'exploitant tient volontairement un planning prévisionnel des bons de livraisons prévus sur les prochains jours pour des raisons logistiques, et qui précise le nombre de camions ainsi que les villes de départ et d'arrivée de ceux-ci, qu'il a présenté lors de l'inspection.

Une plaque d'immatriculation d'un camion traversant la commune de Saint-Julien-Molin-Molette a été relevée aux alentours de 8h40, avant le début de l'inspection. Ce camion a ensuite bien été retrouvé dans le comptage journalier de l'entreprise et dans le planning prévisionnel des bons de livraisons avec des informations concordantes à l'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Action Régionale - Stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 8.1.2.6
Thème(s) : Actions régionales, Suivi Géotechnique
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations des purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique en cas de détection d'anomalies. Les anomalies relevées lors de ces opérations de surveillance sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les tirs de mines se concentrent sur les fronts d'orientation Est-Ouest au Sud de la carrière, réalisés par l'entreprise SERFOTEX. L'exploitant indique qu'il réalise bien une surveillance journalière des fronts de tailles ; des opérations de purges sont réalisées en cas de besoin mais aucune anomalie n'a été détectée lors des dernières années. L'aspect visuel des fronts le jour de l'inspection ne comportait pas d'éléments indiquant une instabilité (blocs non purgés, surplomb, aiguille, sous cavage, fracturation importante, accumulation d'eau en amont des fronts...). L'exploitant présenté lors de l'inspection le registre permettant de noter les anomalies relevées, qui était vide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nuisances - Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Article 6.3.2.1 - Généralités Le dispositif d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. A ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les tirs de mine ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure. Le nombre de tirs est limité à 50 par an. La charge unitaire maximale (masse active par trou) d'explosif est inférieure à 90 kg. Cette charge unitaire maximale est réduite en fonction de la distance aux habitations, conformément à l'étude du CEREMA de 2016 annexé au dossier de demande d'autorisation d'octobre 2022. La charge maximale totale par tir est de 2000 kg.

Article 6.3.2.2 - Information des tiers

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima les communes, selon des modalités prédéfinies par les deux parties, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

Le programme des opérations de tir (plan de tir, dates, horaires, quantités commandées) est transmis systématiquement à l'inspection des installations classées, avant la réalisation du tir.

6.3.2.3 Valeurs limite :

Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les 3 axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Article 6.3.2.4 - Mesures périodiques des vibrations

Chaque tir fait l'objet fait l'objet de mesures de vibrations, au moins au niveau de l'habitation la plus proche du tir.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir mesurés ainsi que les résultats des mesures.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure du tir
- les vitesses particulières
- le lieu de l'enregistrement

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pendant 5 ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une campagne annuelle de mesure de vibrations est réalisée, lors d'un tir représentatif, par un organisme indépendant compétent au niveau de 3 habitations. A l'occasion de ces campagnes, la surpression aérienne est également déterminée.

A l'issue de cette période de 5 ans, et après accord de l'inspection, la fréquence est fixée à une mesure tous les 3 ans.

Constats :

Comme indiqué dans le constat précédent, les tirs de mines sont réalisés par le prestataire SERFOTEX. Sur l'année 2025 deux tirs ont été réalisés sur la carrière au moment de l'inspection (un troisième est prévu le 10/09).

Une information préalable a été réalisée systématiquement auprès des mairies de Saint-Julien-Molin-Molette et de Colombiers, via un mél où l'inspection des ICPE est en copie, précisant la date et l'horaire prévisionnelle du tir. Les tirs ont bien lieu durant des jours ouvrables et toujours au même horaire.

Les plans des tirs ont été transmis préalablement à l'inspection des installations classées. L'exploitant a pris en compte les précédentes remarques sur la localisation de ces tirs et précise bien la zone géographique du tir dans la carrière dans ses transmissions.

Le plan de tir n°1 datant du 24/04/2025 respecte bien les consignes de charge unitaire (60,1 kg max) et de charge totale (1185,2 kg).

Le plan de tir n°2 datant du 30/04/2025 atteint une valeur limite avec une charge unitaire de 90,32 kg sur un des trous (la moyenne étant de 51,3 kg) et une charge totale affichée de 2000,0 kg mais une charge totale observée de 2033,04 kg en sommant l'ensemble des charges unitaires.

Suite à l'inspection l'exploitant a transmis le rapport du tir effectif du 30/04/2025. La charge maximale unitaire est de 90 kg et la charge totale de 1700 kg. Le plan de tir réel est donc bien conformé à la réglementation mais le plan de tir prévisionnel est non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Concernant les mesures des vibrations associées aux tirs, l'exploitant a présenté lors de l'inspection les mesures recueillies sur chaque tir en 3 points : le portail de la carrière / une habitation du lieu-dit « les Fougères » (Colombiers) / le Château d'eau au niveau du lieu-dit « Taillis vert » (SJMM). Les vitesses particulières pondérées sont largement inférieures à 10 mm/s pour chacun des points sur les 2 tirs, et la surpression aérienne inférieure à 125 dB également.

La campagne annuelle de mesure réalisée par un organisme indépendant doit être opérée par le CEREMA sur le mois de novembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

L'exploitant doit s'assurer, avec son prestataire SERFOTEX de respecter lors de chaque tir la charge unitaire et maximale autorisée dans son APA, et ce même sur les plans de tir prévisionnels.

Il est demandé à l'exploitant de faire remonter une preuve de la masse totale d'explosif récupérée par SERFOTEX suite au tir du 30/04/2025 puisque le total prévu pour ce tir n'a pas été consommé. Il est également demandé à l'exploitant de se positionner quant à l'écart observé entre la charge totale affichée sur le plan de tir prévisionnel (2000,0 kg) et le total obtenu par somme de l'ensemble des charges unitaires (2033,04 kg). Delmonico Dorel dispose d'un **délai d'un mois** pour transmettre ces justifications.

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 4.2.3-5
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Article 4.2.3 – Entretien Les bassins de rétention visés à l'article 4.2.2 sont curés une fois par an. Les boues de curage sont réutilisées in-situ pour le réaménagement de la carrière. Article 4.2.4 - Qualité des rejets dans le milieu naturel Les eaux pluviales du bassin d'eaux claires sont rejetées, selon les débits de fuite sus-précisés, dans le cours d'eau Le Ternay via un fossé. Les valeurs maximales de rejet sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 6 et 8,5 ;• la température est inférieure à 21,5 °C ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 30 mg/l ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 100 µg/l . La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l . Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Un contrôle de la qualité des rejets, sera réalisé, de façon inopinée, au moins une fois par an, à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé en matière de potabilité des eaux. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH• MEST• DCO• Hydrocarbures totaux D'autres contrôles (au moins 3/an) seront réalisés, à l'initiative de l'exploitant, lors des périodes de vidange au milieu naturel afin de vérifier que les normes de rejets ci-avant sont respectées. Les contrôles sont réalisés selon les normes en vigueur. Chaque vidange fait l'objet d'une surveillance visuelle. Un registre est tenu pour le suivi des vidanges, indiquant le jour et l'heure de début et de fin de vidange.

Un échantillon d'eau représentatif est conservé pendant une durée de 15 jours à chaque vidange réalisée. La conservation est réalisée suivant les normes en vigueur.
Les résultats des contrôles seront communiqués à l'Inspection des installations classées.

Article 4.2.5 - Surveillance des impacts sur le milieu naturel

Un contrôle des indices IBGN (indice biologique global normalisé) de la rivière « Le Ternay » en amont et en aval de l'exutoire de la carrière est réalisé tous les ans.

Un contrôle de la qualité physico-chimique des eaux du Ternay est réalisé en amont et en aval de l'exutoire de la carrière tous les semestres. Ce contrôle porte sur les paramètres listés à l'article 4.2.4 ci-avant.

Les résultats de ces contrôles sont communiqués à l'Inspection des installations classées.

Constats :

Les bassins de rétentions ont été curés le 20/03/2025 pour la dernière fois ; 2 curages ont été réalisés en 2024, le second à la suite des inondations d'octobre 2024. L'exploitant a transmis suite à l'inspection le planning de curage des bassins ainsi que le registre du suivi des vidanges de ces bassins, indiquant notamment la date et le nombre d'heures de vidange.

Pour la qualité des rejets dans le milieu naturel, l'exploitant a transmis lors de l'inspection 3 contrôles réalisés à l'initiative de l'exploitant par le bureau d'étude Terana, le 21/01/2025, 06/03 et 17/04 de cette année. Le premier remplace le dernier contrôle de 2024 qui n'avait pas pu être effectué suite aux inondations d'octobre 2024 qui avaient endommagé le chemin d'accès au point de prélèvement au niveau du Ternay, comme l'avait signalé l'exploitant à l'inspection. Le contrôle inopiné annuel a eu lieu le 23/07/2025 sur les bassins de décantation.

Les résultats des analyses sont tous conformes à la réglementation pour le pH, la température, les MES, les hydrocarbures et la DCO.

Les analyses des eaux de surfaces ont été réalisées par le même prestataire le 21/01/2025 (en remplacement de la seconde mesure semestrielle de 2024) et le 17/04/2025, un autre contrôle étant prévu en novembre 2025.

Les prélèvements ont bien eu lieu lors de rejets actifs de l'exploitant dans le Ternay d'après le registre des vidanges ; les mesures effectuées sur le Ternay amont, Rigueboeuf amont et Ternay aval sont tous conformes pour l'ensemble des paramètres évoqués précédemment. Les analyses ne montrent par ailleurs pas d'impact évident des rejets issus de la carrière sur la qualité chimique du Ternay.

Une mesure de la colorimétrie du milieu récepteur au niveau de la zone de mélange a également été faite le 17/04/2025, pour une valeur de 18 mg Pt/L largement inférieure à la limite de 100mg Pt/L.

Enfin un contrôle des indices IBGN a été effectué le 9 octobre 2025 sur le Ternay, dont les résultats n'ont pas encore été transmis. Le contrôle précédent a eu lieu le 29/10/2025 (soit une semaine après l'épisode pluvieux d'octobre 2024), et ne montre pas de réelle différence entre l'amont et l'aval des rejets, la note IBGN étant même meilleure en aval de la carrière.

Point hors constat : La mairie de SJMM a signalé à l'exploitant en 2024 que la conduite d'eau aménagée par la carrière pour ses eaux de rejets avait au fil du temps creusé une rigole à travers un chemin longeant le Ternay. Afin d'y remédier l'exploitant a réalisé des travaux pour refermer la rigole créée et couvert l'écoulement afin de mieux le contrôler. Il a également mis en place un regard en béton permettant de conserver l'accès à l'écoulement pour les prochaines mesures.

Ces travaux ont été communiqués à la DREAL lors de leur réalisation et les résultats ont pu être observés lors de l'inspection.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à bien transmettre les résultats d'analyses restants sur l'année 2025 à l'inspection (contrôle inopiné, indices IBGN, mesures bassins et cours d'eau) ; cette transmission pourra se faire via le bilan de suivi annuel de la carrière.

Il est rappelé à l'exploitant que la première mesure volontaire de la qualité des rejets dans les bassins de la carrière étant un remplacement du dernier prélèvement de 2024, deux mesures sont encore attendues pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Article 3.2.1 Plan de surveillance L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (A),- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (B),- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (C). Article 3.2.2 Conditions de suivi des retombées de poussières Le suivi des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. La valeur limite à ne pas dépasser est fixée à 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (B) du plan de surveillance. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les semestres. Si un résultat excède la valeur limite, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. La direction et la vitesse du vent, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Cette station météorologique peut être remplacée par un abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météorologiques la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur des services météorologiques. Chaque année, l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. 3.3 ÉMISSIONS CAPTÉES Article 3.3.1 Valeur limite d'émission et surveillance La concentration en poussières émises par les installations de traitement des matériaux respecte la valeur limite suivante : 20 mg/Nm ³ .

Cette valeur limite est contrôlée tous les trimestres pendant un an suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si, à l'issue des 4 mesures trimestrielles, les résultats sont tous inférieurs à la valeur limite susvisée, la fréquence de mesure deviendra annuelle.

Constats :

L'exploitation possède bien un plan de surveillance des émissions de poussières, respectant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Lors de la dernière réunion CSS, à la demande de la mairie de Saint-Julien-Molin-Molette (SJMM) il a été évoqué la possibilité de déplacer une jauge de mesure (jauge n°4) actuellement localisée au niveau de la mairie de SJMM, vers un autre emplacement plus pertinent qui n'avait pas été encore déterminé.

L'exploitant a contacté la mairie pour échanger sur l'emplacement de cette jauge et est en attente d'un retour ; par défaut le point n°4 situé au niveau de la mairie a été conservé, le sujet pourra être discuté lors de la prochaine réunion CSS de novembre 2025.

Au niveau du suivi des retombées de poussières atmosphériques, la carrière était en non conformité sur l'année 2023 (une seule mesure sur la jauge n°1 à 524,6 mg/m²/jour et la jauge n'avait pas donné de résultat lors de la seconde mesure annuelle, ce qui donne une moyenne annuelle non conforme sur ce point). Cette non-conformité aurait dû entraîner une augmentation de la fréquence des mesures sur l'année 2024, ce qui n'a pas été le cas.

Lors de la dernière CSS le sujet a été abordé et l'exploitant a convenu de passer sur un rythme trimestriel de mesure pour l'année 2025.

Le bureau d'étude ENCEM en charge de ces mesures réalise désormais une perte au feu sur les échantillons prélevés, technique qui permet d'éliminer la partie non minérale des poussières collectées et donc d'éviter la pollution des mesures par des poussières organiques (pollen, agriculture...) comme cela a pu être le cas dans le passé.

Les premières campagnes de mesures ont eu lieu du 12/02 au 12/03, du 10/06 au 09/07 et du 03/09 au 03/10. Les résultats des deux premières campagnes ont été transmis à l'inspection des installations classées et les résultats sont compris entre 6,41 et 155,17 mg/m²/jour, donc bien en deçà de la valeur de 500 mg/m²/jour pour l'ensemble des jauges

Concernant les poussières canalisées, la concentration des poussières émises par les installations de traitement a été mesurée tous les trimestres en 2024 conformément à l'arrêté préfectoral du 21/02/2024. Les résultats de ces mesures sont tous inférieurs à 20 mg/Nm³, la fréquence de mesure devient donc annuelle à partir de 2025.

Lors de l'inspection l'exploitant a pu présenter le rapport des mesures réalisées le 19/06/2025 par l'entreprise SOCOR AIR pour un résultat moyen de 4,3 mg/Nm³ sur une moyenne de 3 essais. L'exploitation est donc bien en conformité sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le bilan annuel 2025 lorsque l'ensemble des mesures auront été réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite